

Brochure n° 3127

**Convention collective nationale**

IDCC : 1396. – **INDUSTRIES DE PRODUITS  
ALIMENTAIRES ÉLABORÉS**

---

AVENANT N° 84 DU 11 FÉVRIER 2010  
PORTANT SUR LA MODERNISATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL

NOR : ASET1050936M

IDCC : 1396

---

PRÉAMBULE

Les parties au présent accord ont entendu actualiser la convention collective en apportant les modifications nécessaires à sa mise en conformité avec l'évolution des dispositions légales et réglementaires depuis sa dernière actualisation (accord n° 70 du 17 décembre 2004).

Elles souhaitent par ailleurs rectifier des erreurs de références issues de cette actualisation et tenir compte de la nouvelle codification du code du travail applicable depuis le 1<sup>er</sup> mai 2008.

TITRE I<sup>ER</sup>

**MODIFICATIONS LIÉES À LA LOI N° 2008-596 DU 25 JUIN  
2008 PORTANT MODERNISATION DU MARCHÉ DU  
TRAVAIL**

**Article 1<sup>er</sup>**

*Périodes d'essai*

1. Les deux alinéas du point intitulé « Contrats à durée indéterminée » de l'article 20 des dispositions générales sont remplacés par les dispositions suivantes.

« La durée de la période d'essai est de 1 mois. La lettre d'engagement ou le contrat de travail peut prévoir le renouvellement de la période d'essai. Dans ce cas, la durée de la période d'essai, renouvellement compris, ne pourra excéder 2 mois.

En cas de rupture du contrat par l'employeur en cours ou au terme de la période d'essai les délais suivants devront être respectés :

- 24 heures en deçà de 8 jours de présence ;
- 48 heures entre 8 jours et 1 mois de présence ;
- 2 semaines après 1 mois de présence.

Lorsqu'il est mis fin par le salarié à la période d'essai, les délais suivants devront être respectés :

- 24 heures en deçà de 8 jours de présence ;
- 48 heures au-delà de 8 jours de présence. »

2. L'alinéa 2 de l'article 2 de l'annexe visant les ingénieurs et cadres et remplacé par les alinéas suivants :

« La durée de la période d'essai est de 3 mois. La lettre d'engagement ou le contrat de travail peut prévoir le renouvellement de la période d'essai. Dans ce cas, la durée de la période d'essai, renouvellement compris ne pourra excéder 6 mois.

En cas de rupture du contrat de travail en cours ou au terme de la période d'essai, les délais suivants devront être respectés :

- 24 heures en deçà de 8 jours de présence ;
- 48 heures entre 8 jours et 1 mois de présence ;
- 2 semaines après 1 mois de présence ;
- 1 mois après 3 mois de présence.

Lorsqu'il est mis fin par le salarié à la période d'essai, les délais suivants devront être respectés :

- 24 heures en deçà de 8 jours de présence ;
- 48 heures au-delà de 8 jours de présence. »

3. Les deux premiers alinéas de l'article 2 de l'annexe visant les techniciens et agents de maîtrise sont remplacés par les alinéas suivants :

« La durée de la période d'essai est de 2 mois. La lettre d'engagement ou le contrat de travail peut prévoir le renouvellement de la période d'essai pour une durée de 1 mois. Dans ce cas, la durée de la période d'essai, renouvellement compris, ne pourra excéder 3 mois.

En cas de rupture du contrat de travail en cours ou au terme de la période d'essai, les délais suivants devront être respectés :

- 24 heures en deçà de 8 jours de présence ;
- 48 heures entre 8 jours et 1 mois de présence ;

- 2 semaines après 1 mois de présence ;
- 1 mois après 3 mois de présence.

Lorsqu'il est mis fin par le salarié à la période d'essai, les délais suivants devront être respectés :

- 24 heures en deçà de 8 jours de présence ;
- 48 heures au-delà de 8 jours de présence. »

## Article 2

### *Indemnités de rupture du contrat de travail* *Dispositions générales*

1. L'intitulé de l'article 29 des dispositions générales est remplacé par l'intitulé suivant : « Licenciement. – Mise à la retraite. – Départ. – Rupture conventionnelle ».

2. Les cinq premiers alinéas du *a* de l'article 29 des dispositions générales sont remplacés par les deux alinéas suivants :

« Une indemnité est attribuée au salarié qui compte au moins 1 an d'ancienneté licencié pour un motif ne reposant pas sur la faute grave ou lourde ou dont le contrat de travail est conventionnellement rompu.

Le montant de cette indemnité ne peut être inférieur à 1/5 de mois par année d'ancienneté auquel s'ajoutent 2/15 de mois par année au-delà de 10 ans d'ancienneté. »

3. L'alinéa unique du *b* de l'article 29 des dispositions générales est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le montant de cette indemnité est similaire à celui de l'indemnité de licenciement lorsque la résiliation du contrat de travail, selon les conditions prévues par le code du travail, intervient à partir de 65 ans, ou de 60 ans en cas d'incapacité au travail reconnue par le médecin du travail. »

4. Les dispositions du *c* de l'article 29 des dispositions générales sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Le salarié, dès lors qu'il remplit les conditions pour bénéficier d'une retraite à taux plein au titre du régime général de la sécurité sociale, qui, de sa propre initiative, résilie son contrat de travail pour prendre sa retraite, a droit à une indemnité de départ en retraite telle que déterminée dans le tableau ci-dessous.

ANCIENNETÉ (en années)	INDEMNITÉ (en mois)
1	0,05
2	0,10
3	0,15

ANCIENNETÉ (en années)	INDEMNITÉ (en mois)
4	0,20
5	0,50
6	0,60
7	0,70
8	0,80
9	0,90
10	1,00
11	1,10
12	1,20
13	1,30
14	1,40
15	1,50
16	1,60
17	1,70
18	1,80
19	1,90
20	2,00
21	2,10
22	2,20
23	2,30
24	2,40
25	2,50
26	2,60
27	2,70
28	2,80
29	2,90
30	3,00
31	3,10
32	3,20
33	3,30
34	3,40
35	3,50
36	3,60
37	3,70
38	3,80
39	3,90
40	4,00

L'indemnité est majorée de 1/10 de mois par année d'ancienneté au-delà de 40 ans.

Après 1 an d'ancienneté, en cas d'année incomplète, l'indemnité est calculée au prorata des mois de présence.

Le salaire à prendre en considération pour le calcul des indemnités prévues ci-dessus est de 1/12 de la rémunération des 12 derniers mois précédant la résiliation ou, selon la formule la plus avantageuse pour l'intéressé, de 1/3 des 3 derniers mois, étant entendu que, dans ce cas, toute prime ou gratification de caractère annuel ou exceptionnel qui aurait été versée au salarié pendant cette période ne serait prise en compte au titre de cette période que pour 1/4 de son montant. »

### Article 3

#### *Indemnités de rupture du contrat de travail Dispositions visant les ingénieurs et cadres*

1. L'intitulé de l'article 11 de l'annexe visant les ingénieurs et cadres est remplacé par l'intitulé suivant : « Indemnité de licenciement. – Indemnité de rupture conventionnelle ».

2. A l'alinéa 1 de l'article 11 de l'annexe visant les ingénieurs et cadres, après : « sauf pour faute grave, » est ajouté : « ou dont le contrat est conventionnellement rompu » ; « et s'établissement comme suit » est remplacé par « qui ne peut être inférieure à l'indemnité s'établissant comme suit ».

3. Les deux premiers tirets de l'alinéa 1 de l'article 11 visant les ingénieurs et cadres sont remplacés par le tiret suivant :

« – à partir de 1 an à compter de la date d'entrée dans l'entreprise et jusqu'à 5 ans de présence, 2/10 de mois par année ; ».

4. Les alinéas 2 et 3 et le dernier alinéa de l'article 11 de l'annexe visant les ingénieurs et cadres sont supprimés.

5. Les dispositions de l'article 12 de l'annexe visant les ingénieurs et cadres sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Tout ingénieur ou cadre, dès lors qu'il remplit les conditions pour bénéficier d'une retraite à taux plein au titre du régime général de la sécurité sociale, pourra prendre sa retraite après préavis de 6 mois.

Il percevra à cette occasion une indemnité de départ en retraite telle que déterminée dans le tableau ci-dessous.

ANCIENNETÉ (en années)	INDEMNITÉ (en mois)
1	0,05
2	0,10
3	0,15
4	0,60
5	1,13

ANCIENNETÉ (en années)	INDEMNITÉ (en mois)
6	1,25
7	1,38
8	1,50
9	1,63
10	1,75
11	1,88
12	2,00
13	2,13
14	2,25
15	2,38
16	2,50
17	2,63
18	2,75
19	2,88
20	3,00
21	3,13
22	3,25
23	3,38
24	3,50
25	3,63
26	3,75
27	3,88
28	4,00
29	4,13
30	4,25
31	4,38
32	4,50
33	4,63
34	4,75
35	4,88
36	5,00
37	5,13
38	5,25
39	5,38
40	5,50

L'indemnité est majorée de 1/8 de mois par année d'ancienneté au-delà de 40 ans.

Après 1 an d'ancienneté, en cas d'année incomplète, l'indemnité est calculée au prorata des mois de présence.

Le salaire à prendre en considération pour le calcul des indemnités prévues ci-dessus est de 1/12 de la rémunération des 12 derniers mois précédant la résiliation ou, selon la formule la plus avantageuse pour l'intéressé, de 1/3 des 3 derniers mois, étant entendu que, dans ce cas, toute prime ou gratification de caractère annuel ou exceptionnel qui aurait été versée au salarié pendant cette période ne serait prise en compte au titre de cette période que pour 1/4 de son montant. »

6. L'article 13 de l'annexe visant les ingénieurs et cadres est ainsi rédigé :

« Si une mise à la retraite, selon les conditions prévues par le code du travail, intervient à partir de l'âge de 65 ans, le montant de l'indemnité perçue est similaire à celui de l'indemnité légale de licenciement. »

#### **Article 4**

##### *Indemnités de rupture du contrat de travail Dispositions visant les techniciens et agents de maîtrise*

1. L'intitulé de l'article 10 de l'annexe visant les techniciens et agents de maîtrise est remplacé par l'intitulé suivant : « Indemnité de licenciement. – Indemnité de rupture conventionnelle ».

2. Les trois premiers alinéas de l'article 10 de l'annexe visant les techniciens et agents de maîtrise sont remplacés par les deux alinéas suivants :

« Une indemnité est attribuée au TAM qui compte au moins 1 an d'ancienneté licencié pour un motif ne reposant pas sur la faute grave ou lourde ou dont le contrat de travail est conventionnellement rompu.

Le montant de cette indemnité ne peut être inférieur à 1/5 de mois par année d'ancienneté auquel s'ajoutent 2/15 de mois par année au-delà de 10 ans d'ancienneté. »

3. Les dispositions de l'article 11 visant les techniciens et agents de maîtrise sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Le salarié, dès lors qu'il remplit les conditions pour bénéficier d'une retraite à taux plein au titre du régime général de la sécurité sociale, qui, de sa propre initiative, résilie son contrat de travail pour prendre sa retraite, a droit à une indemnité de départ en retraite telle que déterminée dans le tableau ci-dessous.

ANCIENNETÉ (en années)	INDEMNITÉ (en mois)
1	0,05
2	0,10
3	0,15
4	0,60

ANCIENNETÉ (en années)	INDEMNITÉ (en mois)
5	0,75
6	0,90
7	1,05
8	1,20
9	1,35
10	1,50
11	1,65
12	1,80
13	1,95
14	2,10
15	2,25
16	2,40
17	2,55
18	2,70
19	2,85
20	3,00
21	3,08
22	3,15
23	3,23
24	3,30
25	3,38
26	3,45
27	3,53
28	3,60
29	3,68
30	3,75
31	3,83
32	3,90
33	3,98
34	4,05
35	4,13
36	4,20
37	4,28
38	4,35
39	4,43
40	4,50

L'indemnité est majorée de 3/40 de mois par année d'ancienneté au-delà de 40 ans.

Après 1 an d'ancienneté, en cas d'année incomplète, l'indemnité est calculée au prorata des mois de présence.

Le salaire à prendre en considération pour le calcul des indemnités prévues ci-dessus est de 1/12 de la rémunération des 12 derniers mois précédant la résiliation ou, selon la formule la plus avantageuse pour l'intéressé, de 1/3 des 3 derniers mois, étant entendu que, dans ce cas, toute prime ou gratification de caractère annuel ou exceptionnel qui aurait été versée au salarié pendant cette période ne serait prise en compte au titre de cette période que pour 1/4 de son montant. »

4. L'article 12 de l'annexe visant les techniciens et agents de maîtrise est ainsi rédigé :

« Si une mise à la retraite, selon les conditions prévues par le code du travail, intervient à partir de l'âge de 65 ans, le montant de l'indemnité perçue est similaire à celui de l'indemnité légale de licenciement. »

## **Article 5**

### *Rectifications d'une erreur de référence*

Au dernier alinéa de l'article 33 des dispositions générales « L. 122-25-4 » est remplacé par « L. 1225-35 ». Le 3 de l'article 4 de l'accord n° 81 du 8 juillet 2009 n'est pas applicable.

## **Article 6**

### *Date d'effet*

Le présent accord prendra effet à compter de son extension.

## **Article 7**

### *Dépôt*

Le présent accord sera déposé à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle du siège de la fédération patronale signataire ainsi qu'au greffe du conseil de prud'hommes compétent.

Il fera l'objet d'une demande d'extension.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisation patronale :**

ADEPALE.

**Syndicats de salariés :**

FGTA FO ;  
CSFV CFTC ;  
FNAA CGC ;  
FGA CFDT.